



Chambre des communes  
CANADA

## Comité permanent de la défense nationale

---

NDDN • NUMÉRO 003 • 2<sup>e</sup> SESSION • 39<sup>e</sup> LÉGISLATURE

---

TÉMOIGNAGES

**Le jeudi 22 novembre 2007**

**Président**

M. Rick Casson

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

**<http://www.parl.gc.ca>**

## Comité permanent de la défense nationale

Le jeudi 22 novembre 2007

• (1105)

[Traduction]

**Le président (M. Rick Casson (Lethbridge, PCC)):** Mesdames et messieurs, la séance est ouverte.

Deux points figurent à notre ordre du jour. Nous traiterons du second à huis clos.

Le premier, conformément au paragraphe 108(2) du Règlement, est la motion adoptée le mardi 20 novembre 2007 prévoyant la tenue de séances d'information régulières sur l'intervention canadienne en Afghanistan.

Nous sommes très heureux d'accueillir le brigadier-général Atkinson, directeur général des Opérations, État-major interarmées stratégique.

Brigadier-général, l'usage ici est d'entendre votre exposé, ensuite je donnerai à tour de rôle la parole aux partis afin que chacun vous pose une question. Nous essayons de poser des questions précises compte tenu de vos obligations au regard de votre comparution et de votre déclaration. Comme nous n'avons entendu personne depuis la fin du mois de mai, nous avons du rattrapage à faire et vous allez nous aider à le faire.

Vous avez la parole.

**Bgén P. Atkinson (directeur général, Opérations, État-major interarmées stratégique, ministère de la Défense nationale):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Je suis très heureux d'être ici. Comme je l'ai dit en arrivant, il est très important que le comité soit régulièrement mis au courant de la situation sur le terrain. Ce n'est qu'en étant informé à intervalles réguliers que vous pourrez vous faire une idée des améliorations qui sont apportées. Je suis donc très heureux d'être ici.

Ma mission première à l'État-major interarmées stratégique est de fournir en temps utile une analyse militaire efficace et un soutien à la prise de décisions au Chef d'état-major de la Défense et c'est dans ce contexte que je prends la parole ici aujourd'hui.

Mon exposé porte principalement sur les questions devant être communiquées entre juin et novembre 2007 inclusivement. Il va sans dire qu'après mon exposé je serai disposé à vous donner des éclaircissements sur l'une ou l'autre de ces questions.

J'aimerais commencer par vous donner une courte explication de ce qu'on entend par la sécurité opérationnelle et son rôle pour notre mission en Afghanistan. Nos opérations ont suscité auprès de la population un intérêt grandissant pour l'information. Cette envie d'en savoir plus sur les opérations menées par le gouvernement du Canada sert des objectifs positifs et légaux inhérents à une démocratie parlementaire. Malheureusement, les renseignements demandés sont souvent de nature délicate et leur divulgation pourrait compromettre le succès de nos opérations, la vie de nos soldats, des membres de l'équipe pangouvernementale et des Afghans avec lesquels nous travaillons.

Les Canadiens s'attendent à ce que le ministère et les Forces canadiennes assurent la sécurité des soldats exposés au danger et réduisent au minimum les risques auxquels ils sont exposés. Il est important de fournir de l'information à la population et nous faisons de notre mieux pour le faire dans le respect de la loi. Il faut toutefois trouver le juste milieu entre l'information à donner et la protection des hommes et des femmes qui portent l'uniforme.

La non-divulgence de renseignements propres à la mission en Afghanistan est essentielle à la sécurité de tous les Canadiens présents dans ce pays et du personnel de la coalition, y compris les Afghans au côté desquels nous travaillons quotidiennement.

Nous avons assisté au mois d'août à la relève de la force opérationnelle interarmées 0107, comme nous l'appelons, composée essentiellement du groupement tactique 3RCR, Royal Canadian Regiment, de Petawawa et de la force opérationnelle 0307, c'est-à-dire le 3<sup>e</sup> groupement tactique du 22<sup>e</sup> Régiment de Valcartier.

Profitant de l'amélioration de la sécurité découlant des rotations précédentes et des efforts continus du 3<sup>e</sup> groupement tactique du RCR, la force opérationnelle interarmées pour l'Afghanistan, sous le commandement du brigadier-général Laroche et du commandant du 3<sup>e</sup> groupement tactique du 22<sup>e</sup> Régiment, le lieutenant-colonel Alain Gauthier, a maintenu la pression afin de contrôler la situation et bien mener ses opérations et d'améliorer la sécurité dans les districts de Mazar-e, Panjwai et Arghandab. Leur contribution à l'approche pangouvernementale se mesure par les progrès réalisés au plan du renforcement des capacités de la force de sécurité nationale afghane. Ce succès a d'ailleurs suscité une petite démonstration de soutien autonome de la part de l'armée nationale afghane et d'une police nationale afghane qui ne cesse de s'améliorer. Je reviendrai sur ce point tout à l'heure.

Au niveau de la gouvernance, la création d'un district interarmées à tous les niveaux de gouvernement dans la province de Kandahar est une importante amélioration qui aboutira à des solutions afghanes.

Je tiens à préciser que malgré nos succès, les Afghans, tant qu'ils n'auront pas atteint le degré d'autonomie nécessaire, auront besoin de notre soutien et de notre présence.

Voilà ce dont je parlerai au cours de la demi-heure qui suit. Ces points sont représentés dans les diapositives.

[Français]

Depuis le 4 février 2007, les États-Unis dirigent le quartier général de la Force internationale d'assistance à la sécurité sous la direction du général Dan McNeil.

Une vue d'ensemble des pays participant à la mission de la Force internationale d'assistance à la sécurité permet de replacer dans leur contexte les efforts internationaux à ce chapitre.

Les effectifs de la Force internationale d'assistance à la sécurité s'élèvent à plus de 40 000 soldats venant de 38 pays différents. Les 25 Équipes de reconstruction provinciale constituent le principal mécanisme de reconstruction de l'Afghanistan. Les éléments civils et militaires des Équipes de reconstruction provinciale font partie intégrante de l'engagement de la communauté internationale envers l'Afghanistan. Ils aident les autorités afghanes à assurer la sécurité et la stabilité, la gouvernance, la primauté du droit, les droits de la personne, et le développement économique et social.

Comme on peut le voir sur la diapositive, l'Afghanistan est divisé en cinq secteurs, incluant le Centre de commandement régional de Kaboul. Dans la région de Kaboul, l'effectif est d'environ 4 800 soldats.

Le Commandement régional Sud est dirigé par le Royaume-Uni et compte un effectif d'environ 11 600 soldats, incluant quatre Équipes de reconstruction provinciale. Le Commandement régional Ouest est dirigé par l'Italie et compte un effectif d'environ 2 500 soldats, incluant quatre Équipes de reconstruction provinciale. Le Commandement régional Nord est dirigé par l'Allemagne et compte un effectif d'environ 3 300 soldats, incluant cinq Équipes de reconstruction provinciale. Enfin, l'équipe de Commandement régional Est est dirigée par les États-Unis et compte un effectif d'environ 13 900 soldats, incluant 12 Équipes de reconstruction provinciale.

Le Canada et l'Afghanistan, ainsi que nos alliés internationaux, sont des pays signataires du Pacte pour l'Afghanistan, un plan intégré précisant les objectifs fixés pour les cinq prochaines années. Les points de référence permettent de mesurer nos progrès dans l'atteinte de ces objectifs. Les buts figurant dans ce document contribueront à assurer la stabilité et la paix en Afghanistan. Le Pacte pour l'Afghanistan va demeurer en vigueur jusqu'à la fin de 2011.

● (1110)

[Traduction]

Dans le Commandement régional Sud, les efforts visent principalement à assurer la sécurité dans la région en perturbant les insurgés et en créant les conditions propices à la poursuite du développement, en particulier à Kandahar et dans la zone de développement afghane de Kandahar. La diapositive illustre le Commandement régional Sud ainsi que le nom du pays chef de file des opérations dans chacune des provinces. Dans le coin supérieur gauche se trouve la force opérationnelle d'Orozgân, commandée par les Pays-Bas. Sa mission première est d'assurer la sécurité dans les zones où se trouve la force opérationnelle à Dihrawud et à Tirin Kot. Dans le coin supérieur droit, la force opérationnelle de Zabul est dirigée par les Roumains. Sa mission première est de conduire des opérations de sécurité le long de l'autoroute n° 1 et d'assurer la sécurité dans la zone de développement afghane ainsi que mener des opérations de perturbation dans le district de Mizan. En bas à gauche, la force opérationnelle de Helmand est commandée par le Royaume-Uni. Elle concentre son effort sur la zone de développement afghane de Lashkar Gah et sur la zone située au sud de l'autoroute 1 afin d'y assurer la sécurité et permettre la poursuite des travaux de reconstruction et de développement. La force opérationnelle assure aussi la sécurité du barrage de Kajaki près de Sangin

dans le nord. En bas à droite, la force opérationnelle de Kandahar est dirigée par les Forces canadiennes sous le commandement du brigadier-général Laroche que j'ai mentionné tout à l'heure. Notre mission première est la sécurité, la gouvernance et le développement dans la zone d'opérations de Panjwai-Zhari et la création des conditions propices au développement de cette zone.

Des opérations se poursuivent également près de la région frontalière de Spin Buldak — Spin Buldak se situe sur la frontière avec le Pakistan — dans le but de créer les conditions permettant l'expansion vers l'est de cette zone de développement afghane.

[Français]

Notre mission en Afghanistan consiste à mener des opérations militaires dans la zone d'opération qui nous a été attribuée en vue d'aider la République islamique d'Afghanistan à établir et à assurer un environnement sûr avec le plein appui des Forces de sécurité nationale afghanes, de façon à accroître l'autorité et l'influence du gouvernement, et ainsi favoriser le développement de l'Afghanistan et la stabilité régionale.

Lors d'opérations menées par la Force internationale d'assistance à la sécurité et les Forces de sécurité nationale afghanes, les insurgés ont connu une saison d'importants échecs tactiques, essuyant des pertes considérables parmi leurs combattants et leurs principaux chefs d'opération. La cible des insurgés en Afghanistan est surtout le Commandement régional Sud et, dans une moindre mesure, le Commandement régional Est et le Commandement régional Ouest. Au cours de l'été et de l'automne, les insurgés ont recommencé à recourir aux dispositifs d'explosifs de circonstance et à l'enlèvement. L'attentat-suicide à la bombe qui a eu lieu à Kaboul en octobre dernier illustre bien les tactiques qu'ils sont prêts à utiliser.

Même si les talibans ont subi d'importantes pertes, les insurgés ont continué d'opposer une résistance dans bien des régions. Au Commandement régional Sud, l'insurrection vise toujours principalement les provinces de Helmand et de Kandahar. Dans la province d'Orozgân, les insurgés ont multiplié leurs efforts pour s'installer avant l'arrivée de l'hiver. Dans la province de Helmand, après une relâche des opérations des insurgés au début de l'été, les talibans ont été généralement sur la défensive et un nombre important de talibans sont morts au cours des opérations de la Force internationale d'assistance à la sécurité, laquelle a fait échec aux tentatives des insurgés pour régénérer leurs effectifs. Le combat aux côtés de la Force internationale d'assistance à la sécurité a été en grande partie réactif, mais bien organisé et coordonné.

Les convois civils, le Corps de police national afghan et les représentants du gouvernement afghan sont régulièrement la cible d'attentats, puisque les talibans les considèrent comme des objectifs faciles à atteindre. Une opération rapide menée par la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan et les Forces de sécurité nationale afghanes a permis de déjouer les efforts des talibans visant à encercler la ville de Kandahar, comme on a pu le constater il y a deux semaines dans la région d'Arghandab.

● (1115)

[Traduction]

Le déploiement de notre actuelle rotation de soldats en Afghanistan, comme je l'ai dit, repose sur le 3<sup>e</sup> groupement tactique du 22<sup>e</sup> Régiment de Valcartier. Il a débuté à la mi-juillet et s'est terminé fin août.

Comme pour les précédentes, cette rotation s'est effectuée sans trop gêner les opérations. Le convoi aérien se composait d'aéronefs militaires et d'aéronefs nolisés venant du Canada. Vingt-quatre vols ont été effectués: 13 vols militaires d'Airbus et 11 vols d'appareils affrétés.

Le changement du commandement de la force opérationnelle pour Afghanistan a eu lieu dans la première semaine du mois d'août. Le général Tim Grant, que l'on a vu dans les médias surtout au printemps a cédé le commandement au brigadier-général Guy Laroche.

Même si le succès en Afghanistan ne peut se mesurer que sur le long terme, la réussite des opérations du mois dernier a renforcé la stabilité et la sécurité sur tout le territoire de Zhari et de Panjwai et a permis de se rapprocher des objectifs de gouvernance et de développement fixés par le gouvernement canadien.

Le mois dernier, la Force opérationnelle interarmées en l'Afghanistan a poursuivi l'opération globale Garrandy Zmaray, qui signifie « Lion de fer ». Si vous arrivez à prononcer ces mots comme il faut, vous êtes plus forts que moi.

Cette opération visait à étendre la présence des forces de sécurité dans les régions de Zhari et du Panjwai.

Tablant sur les succès antérieurs des opérations de la police nationale afghane et de l'armée nationale afghane en collaboration avec la FIAS, la Force opérationnelle interarmées a mené une série d'opérations interarmées de haut niveau comme Sadiq Sarbaaz, « Soldat honnête » et Reshteya Adalaat, « Vérité et justice », qui ont permis de perturber la liberté de mouvement des insurgés et de réduire le commandement et le contrôle des chefs des insurgés, les contraignant ainsi à opérer en petits groupes et à faire usage d'engins explosifs improvisés (EEI).

La police nationale afghane est maintenant déployée dans les régions dans des commissariats renforcés, ce qui constitue une première. Grâce à l'équipe de mentorat opérationnel et de liaison, la police nationale afghane est maintenant plus efficace. Chose plus importante encore, elle peut maintenant résister à la pression constante des insurgés.

En outre, nous ne cessons d'améliorer la sûreté de notre personnel et des Afghans grâce à l'opérationnalisation de la COIC, c'est-à-dire la capacité d'ouverture d'itinéraire de circonstance. Je vous en dirai un peu plus tout à l'heure. L'opération donne de très bons résultats pour débayer les réseaux routiers de Zhari et de Panjwai.

Ce nouveau matériel nous permet de poursuivre nos opérations efficaces ciblées contre les auteurs et les cellules d'attentat aux EEI. Ces bons résultats ont eu un effet favorable sur les efforts de développement et de gouvernance futurs dans la région de Zhari-Panjwai.

Nos équipes de mentorat opérationnel et de liaison collaborent actuellement avec trois « kandaks » d'infanterie, l'équivalent de nos bataillons. Lorsque le général Howard a comparu la dernière fois ici, vous vous souviendrez qu'il n'avait un seul kandak à sa disposition. Il s'agit donc d'un immense progrès dans ce domaine.

Nous avons aussi un kandak de soutien logistique du combat et un QG de brigade. Le Canada a joué un rôle de premier plan dans la formation et l'expansion d'une armée nationale afghane crédible, aujourd'hui forte de 35 000 hommes. À une époque, nous assurions l'instruction et le mentorat de 2 000 soldats grâce à nos équipes de mentorat opérationnel et de liaison.

Vous êtes sans doute tous au courant de l'opération Intizaar Zmaray menée dans le district d'Arghandab; celle qui a fait les

manchettes ces deux dernières semaines. À la demande des autorités afghanes, la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan et la Force de sécurité nationale afghane, qui constituent un élément de l'armée nationale afghane et de la police nationale afghane, ont mené des opérations coordonnées dans le district d'Arghandab afin d'assurer à la population locale un environnement sûr et sécurisé.

L'opération se poursuivra jusqu'à ce que la sécurité soit renforcée dans le secteur, les activités des insurgés contenues et jusqu'à ce que les autorités afghanes puissent assurer elles-mêmes la sécurité.

Même si nous devons toujours nous concentrer sur le renforcement des capacités des forces de sécurité nationales afghanes, l'opération Intizaar Zmaray est la première menée dans le secteur sous responsabilité canadienne qui a vu un kandak de l'armée nationale afghane et de la police nationale afghane mené de façon autonome des opérations terrestres sous le mentorat de soldats canadiens et avec l'appui des soldats de la coalition.

• (1120)

Le commandant du kandak a mené ses troupes au combat de manière remarquable et avec beaucoup de succès. La police nationale afghane a aussi rempli ses objectifs. Il faut en particulier signaler la rapidité d'intervention des forces de sécurité afghanes qui ont lancé leurs attaques sans avoir disposé de beaucoup de temps pour les planifier.

[Français]

Ce succès sur le plan tactique est une indication claire que notre présent modèle d'augmentation de la capacité des Forces de sécurité nationale afghanes répond à nos objectifs de [Note de la rédaction: *inaudible*] autonome des forces afghanes. Reconnaisant que nous devons entraîner un plus grand nombre de troupes et augmenter l'autonomie opérationnelle des forces armées et policières afghanes, les présents résultats démontrent clairement une progression qui valorise nos efforts investis dans les équipes de mentorat et de liaison, ainsi que la supervision constante de la conduite des opérations.

Nous reconnaissons que la force de sécurité afghane progresse lentement vers l'autonomie et requiert encore notre présence pour assurer une croissance de la stabilité et de la sécurité dans la province de Kandahar.

[Traduction]

Notre formule pangouvernementale repose sur l'amélioration de la sécurité pour favoriser la gouvernance et le développement qui, nous l'avons déjà dit, ne seront pas possibles sans sécurité. Même si nous commençons à profiter du renforcement des capacités de la force de sécurité nationale afghane, la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan et ses partenaires multiplient les chances et les possibilités de trouver des solutions afghanes, non seulement en matière de sécurité mais aussi de gouvernance et de développement. Notre force opérationnelle se concentre toujours sur l'amélioration de la planification et de l'exécution mixtes et sur la coordination interagences. Cette action a des effets directs sur la gouvernance.

La semaine dernière, la couverture médiatique de journalistes intégrés à l'armée a mis en évidence les bienfaits de l'initiative des centres de coordination interarmées des districts. Ces centres sont un autre moyen d'assurer la présence permanente des forces de sécurité nationales afghanes et du personnel de la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan dans le but de renforcer l'influence du gouvernement afghan dans les districts et renforcer aussi l'interopérabilité des forces de sécurité.

Aux niveaux provinciaux et régionaux, la création des centres de coordination interarmées des districts et d'un centre de coordination interarmées provincial facilite la coordination interagences et la communication efficace de renseignements. Trois centres de coordination interarmées des districts ont été créés — à Zhari, Panjwai et Spin Buldak — et un quatrième s'apprête à appuyer l'expansion future. Ces centres coordonneront les opérations 24 heures sur 24, sept jours sur sept et compteront des représentants de tous les organismes qui participent au maintien de la sécurité dans les districts.

La Force opérationnelle interarmées en Afghanistan établira les conditions pour la tenue d'une réunion hebdomadaire de coordination de tous les représentants de la force de sécurité nationale afghane, des chefs de district et de ses propres représentants. Les participants discuteront de sécurité et prendront les mesures nécessaires. Les résultats immédiats sont des solutions afghanes qui aident non seulement à l'instauration d'un climat de sécurité, mais qui sont aussi propices au développement, à l'amélioration du quotidien et à la création d'une société autonome.

• (1125)

[Français]

Cette approche conjointe aide au développement d'un réseau qui permet aux leaders locaux et aux commandants des Forces de sécurité nationale afghanes de prendre le contrôle de leur sécurité à l'intérieur de leur district et de bâtir un environnement sécuritaire pour les femmes, les enfants et les personnes âgées dans leur coin du pays. Cette présence de 24 heures sur 24 et de sept jours sur sept est la clé pour assurer la sécurité en Afghanistan et, par conséquent, la reconstruction, le développement et la bonne gouvernance.

[Traduction]

Reconnaissant que l'armée nationale afghane et en particulier la police nationale afghane ont besoin de plus de temps et d'efforts pour parvenir à l'autonomie, la formule pangouvernementale a déjà produit d'excellents résultats en matière de sécurité, de gouvernance et de développement. Le renforcement des capacités des forces de sécurité nationales afghanes et les centres de coordination interarmées forment la base d'une solution afghane.

Il y a trois grands exemples de progrès. Le premier est la tenue d'une foire commerciale organisée par l'équipe de reconstruction provinciale de Kandahar. Y ont été exposés plus de 30 800 produits artisanaux de production locale dans 27 stands. Il y a eu plus de 30 000 visiteurs dont certains de l'étranger. Ils ont dépensé plus de 500 000 afghanis, soit 10 000 \$US — ou environ 10 100 \$CAN, puisque c'est la situation aujourd'hui — pendant les cinq jours qu'a duré l'exposition.

La foire a montré le potentiel économique des petits artisans de la province de Kandahar. Elle a permis de faire la promotion de la culture pachoune et a servi de tremplin au commerce et à la coopération futurs.

En septembre, le ministre de la reconstruction et du développement rural a annoncé 69 nouveaux marchés, d'une valeur de

4,2 millions de dollars, pour des travaux dans les provinces méridionales. Cela porte à 480 le nombre de projets cette année dans le Commandement régional Sud.

Ces travaux ont pour but d'améliorer notablement la qualité de la vie dans le sud de l'Afghanistan et comprendront la construction de nouvelles routes, de canaux, d'écoles, de cliniques, de pontceaux, de mosquées, de murs de soutènement et de puits d'eau potable — tous les éléments que nous tenons pour acquis dans notre propre pays.

Grâce à ces ouvrages, plus de 222 000 jours de travail auront été créés au profit de plus de 200 000 villageois. Le financement provient d'USAID, de l'ACDI, du ministère du Développement international et des gouvernements néerlandais et belge.

L'image que vous voyez représente un pont-jetée en construction aujourd'hui.

[Français]

Du point de vue du développement, les efforts sont nettement mesurables dans la région d'Arghandab.

[Traduction]

C'est là que nous étions la semaine dernière.

[Français]

La Force opérationnelle interarmées de l'Afghanistan bâtit présentement un passage sur la rivière d'Arghandab afin d'améliorer les déplacements entre deux villes importantes, et ce pour la sécurité et le développement économique. Ce projet de passage donne présentement trois mois de travail à 50 Afghans.

[Traduction]

Ce pont prouve aux Afghans que nous tenons nos promesses. Il y a une grande collectivité des deux côtés du pont. Le pont relie la Ville de Kandahar à l'autoroute 1 et facilitera énormément la circulation pendant les mois et les années à venir. Si tout va bien, il sera terminé avant Noël. Nous sommes optimistes.

J'enverrai au comité une liste des divers projets, comme ceux touchant la gouvernance, que nous avons complétés. Je ne peux pas tous les nommer, j'enverrai la liste au comité plus tard. Elle vous indiquera les progrès accomplis ces derniers mois.

Sur la prochaine diapo, vous voyez les trois secteurs d'opération: la gouvernance, le développement et la sécurité. À droite, il y a les répercussions. Comme je l'ai mentionné, notre mission en Afghanistan est constituée d'opérations pangouvernementales, individuelles mais synchronisées, touchant tous les aspects du conflit pour atteindre l'objectif du Canada, c'est-à-dire aider le gouvernement de l'Afghanistan à bâtir un pays sécuritaire, démocratique et auto-suffisant. C'est ce que nous voulons.

Dans le secteur de la gouvernance, il y a eu des améliorations au niveau de l'équité salariale des forces de sécurité nationales afghanes. Des représentants du gouvernement afghan à Kaboul se sont engagés à établir un programme de visite dans tous les districts. Leur bureaucratie provinciale s'améliore. Toutes nos opérations comprennent un programme d'extension des services.

L'infrastructure des districts s'améliore dans toute la région. On construit et on améliore les centres de coordination interarmées des districts, les postes de police et les centres de district. Nous participons à la mise en place du plan afghan visant à améliorer l'efficacité des postes de contrôle et des petits postes de police. Certains de ces postes de contrôle étaient sous le contrôle des talibans. Nous les avons maintenant neutralisés et les forces policières sont présentes à ces endroits. Il y a une meilleure coordination entre les douanes pakistanaises et afghanes le long de la frontière.

Dans le secteur du développement, c'est-à-dire des besoins humains fondamentaux, nous nous concentrons sur la santé, l'éducation et le déminage. Il y a des emplois à court terme par l'entremise de projets de travail avec rémunération en espèces. Les collectivités font connaître leurs priorités par l'entremise de leurs conseils de développement communautaire et les gouverneurs de district. Nous avons construit des routes et des ponts, et ce pont-jetée, que j'ai mentionné il y a quelques instants.

Il y a du changement du côté de l'emploi durable et des infrastructures rurales. Nous faisons de la planification à long terme. Je veux parler ici d'électrification. Évidemment, ils veulent avoir accès à cette chose que nous prenons pour acquise, les lignes électriques qui fourniront de l'électricité plus que quelques heures par jour à chacune de ces collectivités.

Dans le secteur de la sécurité, comme je l'ai mentionné, deux nouveaux kandaks ont été déployés dans le Zhari-Panjwai. Le premier de la brigade 205 a presque atteint ses capacités initiales. Les forces afghanes nationales de sécurité ont une liberté de mouvement. La police nationale afghane est chaque jour de plus en plus crédible. Les policiers ont été évalués. Ils sont formés, encadrés et surveillés, et depuis la semaine dernière ils sont aussi payés.

Nous avons une force conjointe d'intervention rapide et un centre d'opération conjoint, et nous menons des opérations conjointes avec les Afghans. La surveillance de la coalition est continuellement maintenue.

Pour terminer, je veux parler de trois améliorations opérationnelles qui ont un effet significatif sur le terrain. Je sais que le ministre a annoncé le COIC, la capacité d'ouverture d'itinéraire de circonstance. Les véhicules sont sur le terrain, ils sont en fonction, et nous voyons l'effet de ces réseaux routiers chaque jour. Le système complet, composé des trois véhicules que vous voyez à l'écran seront livrés bientôt, l'année prochaine. Ils ont commencé à produire leur effet.

Nous avons reçu deux de nos C-17. Le premier a été utilisé pour une mission humanitaire en Jamaïque deux jours après sa livraison. Deux jours plus tard, il arrivait sur le théâtre des opérations. Ils ont fait six sorties dans la zone d'opérations et font un cycle de deux semaines dans le cadre de notre pont aérien. La soute arrière de cet appareil peut transporter une quantité incroyable de matériel. Il y a beaucoup de choses que nous n'avions pas pu recevoir ou retourner. Notre tâche en est facilitée et nos avions Hercules ne sont plus aussi sollicités.

Les médias ont aussi parlé de la livraison des Léopard C2. Une unité est déployée sur le terrain aujourd'hui, et ce, depuis presque un mois. Les autres unités de Léopard arrivent au rythme d'une chaque jour dans le théâtre d'opérations, et d'ici la fin du mois, l'escadron complet sera en place.

● (1130)

Voici qui met fin à mon exposé. Je suis prêt, mesdames et messieurs, à répondre à vos questions.

**Le président:** Merci, monsieur.

Par le passé, et j'espère que nous pourrions toujours continuer à le faire, nous avons donné à chaque parti l'occasion de poser une question et de recevoir une réponse.

Je crois que nous pourrions procéder de cette façon, n'oublions quand même pas que nos témoins ne peuvent pas tout dire sur les aspects militaires et autres de leur mission.

Monsieur Coderre.

● (1135)

[Français]

**L'hon. Denis Coderre (Bourassa, Lib.):** Merci.

Général Atkinson, c'est simple: si vous ne pouvez pas répondre, dites-le moi. Je vais quand même vous poser mes questions.

J'aimerais qu'on aborde un peu plus en profondeur la situation de Spin Boldak. Il y a présentement la question du Pakistan et le fait que le territoire est important à cause de la situation des talibans. J'aimerais que vous me parliez très brièvement de l'impact des événements actuels concernant le Pakistan, soit aux frontières mêmes de l'Afghanistan. On n'a qu'une soixantaine de soldats sur place, dans un poste avancé. De façon réaliste, je crois que certaines choses pourraient se produire, dépendamment de l'état d'urgence.

Pouvez-vous faire un survol rapide de ce qui se passe dans cette région et de ce qui s'est passé au Pakistan?

[Traduction]

**Bgén P. Atkinson:** Je ne peux pas vous donner de détails sur le nombre de soldats ou sur les services que nous avons à Spin Boldak. Comme vous l'avez signalé, Spin Boldak se trouve à la frontière avec le Pakistan. Il s'agit d'une zone critique, et dans cette région nous collaborons avec l'armée nationale afghane et la police nationale afghane.

Comme je l'ai indiqué tout à l'heure, nous voulons que la zone de développement afghane se trouve pratiquement sur la délimitation frontalière. Il s'agit d'une région très importante. C'est pourquoi notre présence y est pratiquement permanente. Nous collaborons quotidiennement avec l'armée nationale afghane et la police nationale afghane dans cette région afin d'assurer la sécurité de ces sites puisque Spin Boldak est traversé par une autoroute qui mène vers le Pakistan. Le Pakistan est un voisin. Comme nous l'avons dit par le passé, toute solution proposée pour l'Afghanistan devra tenir compte du Pakistan. Donc, tout ce que nous pouvons faire dans cette région...

Il y a des shuras dans l'armée afghane et dans l'armée pakistanaise. Le commandant de brigade organise des réunions à intervalles réguliers avec des Pakistanais et des représentants de l'armée nationale afghane afin d'améliorer les relations, améliorer la sécurité le long de la frontière, et faciliter nos opérations, tout cela en vue de développer, à long terme, la stabilité de cette région avec l'expansion de la zone de développement afghane à proximité de la frontière.

[Français]

**L'hon. Denis Coderre:** Avez-vous observé qu'un nombre plus important de Pachtounes venant du Pakistan avaient traversé la frontière? Les gens ont-ils été plus nombreux à le faire à cause de la situation au Pakistan?

**Bgén P. Atkinson:** Ce n'est pas évident. Le nombre de personnes circulant entre le Pakistan et l'Afghanistan n'a pas beaucoup changé au cours des derniers mois.

**L'hon. Denis Coderre:** Un deuxième bataillon afghan devait être prêt pour le mois de novembre. L'est-il?

[Traduction]

**Bgén P. Atkinson:** Trois kandaks sont déjà déployés, un quatrième devrait l'être sous peu. Nous l'espérons tout au moins. Comme je l'ai signalé un peu plus tôt, il y avait longtemps que nous attendions de mener une opération telle que celle dans le district d'Arghandab où un bataillon afghan a planifié et exécuté une mission conjointe seulement sous un mentorat. Cela indique clairement que les intervenants afghans évoluent comme nous l'espérons. Cela montre bien que nos efforts de mentorat opérationnel et de liaison ont porté fruit. J'espère que nous pourrions faire de même avec d'autres kandaks.

[Français]

**L'hon. Denis Coderre:** Général Atkinson, je sais qu'on a mis en place les nouveaux

[Traduction]

centres de coordination interarmées des districts, ce que nous appelons 911.

[Français]

On a opté pour cette méthode parce que dans le cadre des opérations, lorsqu'on se retirait et qu'on laissait agir la police, ça ne fonctionnait pas. En effet, les talibans reprenaient du terrain. Le Conseil de Senlis dit certaines choses, mais il y a un grand nombre d'organisations et on ne s'entend pas sur l'importance des progrès accomplis par les forces armées sur le terrain. Même si on progresse, a-t-on régressé en termes de territoire? Bien que les talibans aient connu des échecs sur le plan tactique, ils ont malheureusement connu aussi des réussites dans le cas des bombes humaines et des IED. A-t-on récupéré le territoire perdu depuis qu'on a créé plus de centres 911?

[Traduction]

**Bgén P. Atkinson:** Comme vous le savez, le théâtre en Afghanistan est fort dynamique et nos réussites à l'égard du développement de l'armée nationale afghane et de la police nationale afghane est justement... Plus nous pouvons renforcer leur capacité, plus nous aurons réussi notre mission.

Les centres de coordination interarmées des districts, les centres 911 dont on vous a parlé et que j'ai aussi mentionnés nous ont permis... avec seulement 2 500 soldats, nos troupes ne pouvant être partout, mais maintenant que nous menons des opérations conjointes avec les Afghans, nous pourrions, une fois la mission accomplie, laisser derrière nous l'armée nationale afghane et la police nationale afghane assurer la sécurité.

Nous pouvons le faire. Ce n'était pas le cas, il y a six, huit ou même dix mois, parce qu'ils n'étaient pas suffisamment formés pour cela. Aujourd'hui, nous avons réussi dans ce domaine. L'activité dans le district d'Arghandab que je viens d'évoquer est un exemple parfait des progrès accomplis par les Afghans. Lorsque le groupement tactique sera redéployé dans d'autres régions pour assumer d'autres responsabilités, une présence demeurera sur le terrain, ce qui était impossible il y a six mois. Des progrès ont donc été faits à ce niveau.

Vous avez mentionné le rapport du Conseil de Senlis. Plusieurs questions y ont été abordées. Il s'agit d'un rapport fort important, un rapport que l'OTAN et le Canada liront avec beaucoup d'attention puisque nous pensons à l'avenir de la mission. Il est probablement trop tôt pour faire des commentaires directement sur le contenu de ce

rapport, car nous venons tout juste de le recevoir et n'avons pas encore eu l'occasion de l'étudier en détail.

• (1140)

[Français]

**L'hon. Denis Coderre:** Monsieur le président, je voudrais juste exprimer mes remerciements. Comme vous le savez, je suis allé en Afghanistan récemment, et malgré ce qui s'est passé sur le plan politique, la réception a été exceptionnelle sur le terrain. Je remercie le général Laroche ainsi que toutes les troupes à Kandahar.

[Traduction]

**Le président:** Merci, monsieur Coderre. Merci à vous aussi, mon général.

Monsieur Bachand.

[Français]

**M. Claude Bachand (Saint-Jean, BQ):** Merci, monsieur le président.

Je veux souhaiter la bienvenue au général Atkinson et je ne voudrais pas qu'il se vexe de ce que je vais dire au cours des prochaines minutes.

Autant j'ai été un très fervent partisan du fait qu'on informe régulièrement le Comité permanent de la défense nationale du théâtre d'opérations en Afghanistan, autant je pense qu'on perd carrément notre temps ici. On pourrait me demander si je souhaite encore des séances d'information aujourd'hui. Des exposés comme celui-là, je n'en veux pas, parce que je sais déjà tout ce qui a été dit aujourd'hui. En plus, on met des lunettes roses et on essaie de convaincre le comité que tout va bien, alors qu'à mon avis, tout va mal.

Je vais vous faire la lecture de quelques paragraphes du rapport Senlis que vous venez de qualifier de très bon rapport.

[Traduction]

En septembre 2006, Senlis Afghanistan a rendu public un rapport sur l'évaluation de la sécurité dans ce pays dans lequel on décrivait en détail le retour des talibans en Afghanistan et où on signalait la main-mise croissante de ce mouvement sur les provinces du Sud.

Quelque 14 mois plus tard, la situation en matière de sécurité a atteint des proportions de crise. Les talibans se sont révélés être une force en véritable renaissance. En effet, leur capacité à établir leur présence partout au pays est maintenant prouvée au-delà de tout doute; et des recherches entreprises par Senlis Afghanistan indiquent que 54 p. 100 de la masse terrestre de l'Afghanistan connaît une présence talibane permanente, notamment dans le sud du pays, de même qu'elle est le théâtre d'activités hostiles fréquentes dirigées par les insurgés.

Les insurgés contrôlent maintenant de vastes étendues de territoire incontesté, y compris des régions rurales, certains centres de district ainsi que d'importantes artères routières. Les talibans gouvernent de facto dans des portions considérables du territoire du Sud et commencent même à contrôler des parties de l'économie locale et des infrastructures clés comme les routes et l'approvisionnement énergétique. De plus, les insurgés exercent énormément de contrôle psychologique, gagnent de plus en plus de légitimité politique dans les esprits des Afghans chez qui le changement d'alliances et de régime s'inscrit dans une longue histoire.

[Français]

Je pourrais continuer encore longtemps comme cela, monsieur le président. Or, c'est complètement le contraire de ce que nous dit le général.

Vous comprendrez que je suis très déçu de la tournure des événements. D'ailleurs, on avait demandé à son prédécesseur, M. Howard, de nous montrer des photos des cliniques, des hôpitaux, des écoles, des routes et des puits qui ont été rénovés, tout ce qu'on a besoin de voir. Mais ce n'est pas ce qu'on voit.

On voit des choses comme, par exemple, des avions C-17 qui sont rendus en Afghanistan. Belle surprise! Pensez-vous qu'on croyait qu'il n'y aurait pas de C-17 en Afghanistan? Pensez-vous que je suis surpris de constater que la soute de cet avion peut contenir autant de fret? Je ne suis pas surpris, car que je suis monté dans un C-17 et je sais ce qu'il peut transporter. Ce n'est pas ce dont le Comité permanent de la défense nationale a besoin.

Alors, je ne peux demander au général de réagir. Je sais qu'il avait une présentation à faire, et il l'a bien faite. Mais ce n'est pas ce dont le comité avait besoin. C'est plutôt ce que je viens de lire qui se passe sur le terrain. Il n'y a pas que le rapport Senlis qui le dise; d'autres personnes le disent aussi. Cela prouve que la culture du secret à la Défense nationale continue d'exister.

Pour ma part, je ne veux pas mettre la vie des soldats en danger. Je comprends qu'on ne puisse pas dire au public en général dans quelles sphères d'opération on va intervenir demain. Je le comprends bien. Mais nous, qui sommes les élus du Parlement, on ne nous donne pas plus d'information qu'on en donne public. Il n'y aurait rien qui implique pour le public. On pourrait faire asseoir une foule de 5 000 personnes ici et il n'y aurait pas de danger, pas plus pour les soldats que pour nous. On serait traités sur un même pied d'égalité que le grand public, alors qu'à titre de Comité permanent de la défense nationale, ce n'est pas ce dont on a besoin.

Je n'ai donc pas de question à poser. Par contre, je veux mentionner à mes collègues de l'opposition que plutôt que de perdre notre temps à subir des tels briefings, on devrait dire qu'on n'en veut plus. On ira s'alimenter en informations ailleurs. Pour ma part, je suis complètement insatisfait de ce qui nous est présenté et je trouve qu'on perd carrément notre temps. Je n'ai plus rien à ajouter.

• (1145)

[Traduction]

**Le président:** Vous n'avez pas de questions à poser au général? Était-ce simplement une déclaration?

Très bien.

Je donne maintenant la parole à Mme Black.

**Mme Dawn Black (New Westminster—Coquitlam, NDP):** Merci beaucoup.

Merci d'être ici aujourd'hui, général Atkinson.

Je partage quelque peu le point de vue de mon collègue du Bloc québécois, car vous nous avez indiqué aujourd'hui que la sécurité s'est améliorée dans la région sud, alors que les éléments d'information qui nous parviennent d'autres sources indiquent exactement le contraire. Quoi qu'il en soit, je voudrais vous poser quelques questions.

Quelle est l'interaction entre les forces américaines, dans le cadre de l'opération Enduring Freedom, qui ne font pas partie de la FIAS, et les Forces canadiennes ainsi que les forces des autres pays membres de la FIAS? Comment l'interaction se fait-elle? Je suis préoccupée par les raids aériens, notamment quand des rapports d'Oxfam nous apprennent qu'il y a quatre fois plus de raids aériens en Afghanistan qu'en Irak.

Le dernier rapport d'Oxfam remis à un comité multipartite en Grande-Bretagne contient des informations qui, à mon avis, s'appliquent au Canada. Ainsi, on peut y lire que l'Afghanistan a reçu une aide de 15 milliards de dollars depuis 2001, mais que la vie ne s'est pas améliorée pour les Afghans ordinaires. Nous savons que l'Afghanistan est le principal bénéficiaire de l'aide canadienne. Or, le rapport d'Oxfam suscite énormément de préoccupations graves quant

à la notion de l'armée qui participe à la prestation d'aide et à la notion des EPR mêmes.

En outre, nous avons les rapports de notre propre compatriote Louise Arbour, une Canadienne qui s'est rendue récemment en Afghanistan et qui a trouvé alarmante l'augmentation du nombre de victimes civiles en Afghanistan. Elle a effectivement dit que les femmes souffrent d'une façon disproportionnée et qu'elles continuent de souffrir plus que les hommes en Afghanistan, et que les promesses et les engagements post-talibans n'améliorent en rien leur sort.

J'ai donc posé une question sur l'opération américaine Enduring Freedom et sur le lien de celle-ci avec la FIAS. Vous avez évoqué le barrage Kajaki, dont a parlé le général Howard qui a tenu des séances d'information plus tôt. Le barrage Kajaki est-il sécurisé maintenant? L'électricité est-elle courante à Kandahar maintenant; n'y a-t-il plus d'interruptions ou est-ce que c'est intermittent?

Enfin, je voudrais mentionner les graves préoccupations soulevées dans le rapport du comité parlementaire britannique au sujet de la PNA. Nous entendons dire, et moi-même j'ai de graves inquiétudes à ce sujet, que la PNA éprouve des difficultés liées au manque de reddition de comptes et à la corruption; c'est bien connu. Vous dites que les policiers ont finalement reçu leur paye et je pense que vous avez évoqué une semaine ou un mois de paye. Qui les paye? Est-ce que nous les payons directement ou est-ce que l'argent doit encore passer par le même engrenage en Afghanistan où, bien des fois, il ne parvient pas à ses destinataires?

Voilà donc mes questions.

**Bgén P. Atkinson:** Pas de problème. Je vais tenter de répondre à toutes les questions — une, deux, trois, quatre... six questions en une, mais ça va.

Votre première question portait sur les forces américaines. Je pense que vous comprendrez qu'il ne me conviendrait pas de faire des observations sur la façon dont les États-Unis conduisent leurs opérations.

Pour ce qui est de notre coalition, nous sommes là-bas en tant que membre de l'OTAN. Des troupes américaines travaillent dans le cadre du contrat de l'OTAN. En fait, il y a une combinaison de Roumains et d'Américains qui travaillent dans la province de Zabul. Il se trouve qu'à l'heure actuelle ce sont les Roumains qui ont le commandement.

• (1150)

**Mme Dawn Black:** Je comprends cela. Cependant, il semble qu'environ 8 000 Américains opèrent à l'extérieur de la FIAS dans le cadre de l'opération « Liberté immuable »?

**Bgén P. Atkinson:** Oui, c'est le cas, et l'opération « Liberté immuable » se déroule dans une autre région de l'Afghanistan, dans la région où ils se trouvent. Nous nous concentrons dans la province de Kandahar. Dans la province de Kandahar, il y a des Américains, des Britanniques, des Hollandais et nous travaillons ensemble dans le cadre de l'OTAN. En ce qui concerne l'opération « Liberté immuable », les États-Unis ont fixés certains objectifs pour cette nation. Les États-Unis sont le plus gros participant et travaillent au côté de l'OTAN et parallèlement à cette organisation.

Pour ce qui est des détails — vous posez une question au sujet des frappes aériennes et d'autres choses — ce sont là des questions opérationnelles dont je ne peux parler sauf pour dire que l'OTAN a manifestement des forces aériennes qui appuient entièrement nos opérations. Les frappes aériennes et toutes les pertes civiles sont extrêmement importantes pour nous. Ce sont des choses dont nous tenons compte dans le cadre de toutes nos opérations. En fait, dans un certain nombre de cas nous avons arrêté les opérations à cause du danger potentiel de pertes civiles que pourraient causer des frappes aériennes.

Vous avez mentionné le rapport d'Oxfam. Oxfam est l'une des centaines d'organisations qui travaillent en Afghanistan, de sorte qu'elle peut voir ce qui s'y passe. Toutes sortes d'organisations non gouvernementales parlent de façon très positive du travail qui se fait là-bas. L'impact des projets et de l'aide sur le terrain, plus particulièrement dans la province de Kandahar dont le Canada est responsable, commence à se faire ressentir. Ce qui se passe en fait sur le terrain — et il y a là un lien avec le rapport du Senlis Council — au niveau de la sécurité à Kandahar ne correspond pas à ce que l'on dit dans le rapport.

J'ai écouté une réponse de l'OTAN au sujet du rapport ce matin, et il n'appuyait pas toutes les recommandations contenues dans ce rapport. Comme je l'ai dit précédemment, il présente...

**Mme Dawn Black:** Quel rapport?

**Bgén P. Atkinson:** Le rapport Senlis.

**Mme Dawn Black:** Ce n'est pas de ce rapport dont j'ai parlé.

**Bgén P. Atkinson:** Vous en avez mentionné deux, le rapport Oxfam et le rapport Senlis...

**Mme Dawn Black:** Non, je n'ai pas en fait mentionné ce rapport, mais peu importe.

**Le président:** Monsieur, il ne vous reste que deux secondes, alors si vous pouvez...

**Bgén P. Atkinson:** Pas de problème.

Vous avez mentionné le barrage de Kajaki. Les Britanniques ont pris le contrôle de la sécurité de ce barrage. L'électricité est livrée, et la situation s'améliore constamment chaque jour.

La police nationale afghane est payée par les Afghans. Ces derniers ont finalement mis en place un système et la police est payée directement; ce n'est pas prélevé, si vous voulez, à gauche et à droite. Tout n'est pas entièrement réglé, le paiement dont j'ai parlé a été versé la semaine dernière. C'était là une étape importante pour ces jeunes policiers qui mettent leur vie en danger dans notre région.

J'espère que j'ai pu répondre à la plupart de vos questions.

**Le président:** Merci. Vous avez fait un assez bon travail pour répondre à toutes ces questions.

Il ne nous reste qu'un arrêt, du côté ministériel.

Madame Gallant.

**Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC):** Merci, monsieur le président. Je partagerai mon temps avec M. Hawn.

Malgré tous les effets théâtraux de certains autres députés, vous êtes le bienvenu ici, et j'ai vraiment aimé votre exposé. Sachez également que les références...

**Le président:** Un instant, il y a un rappel au Règlement.

**M. John Cannis (Scarborough-Centre, Lib.):** J'invoque le Règlement, monsieur le président. J'observe et j'écoute tout le

monde. Personne ici n'a jamais laissé entendre que le général ou qui que ce soit d'autre n'est pas le bienvenu à notre comité.

**Une voix:** Posez la question.

**M. John Cannis:** Je demande que l'on retire ces paroles, monsieur.

**Le président:** Je ne suis pas certain de pouvoir demander que ces paroles soient retirées. Je vais laisser Mme Gallant décider.

Madame Gallant, posez votre question.

**Mme Cheryl Gallant:** Dans vos observations, vous avez fait référence au 3 RCR. J'ai rencontré certains de ces soldats qui ont eu l'occasion d'aller en Afghanistan et ils sont très impatients d'y retourner car ils ont l'impression de vraiment pouvoir faire une différence.

Qu'est-ce que ces soldats voient quotidiennement pour avoir envie d'y retourner et de mettre leur vie en danger?

**Bgén P. Atkinson:** C'est une question à laquelle il est très facile de répondre.

Tous les jours nos soldats sont en contact avec la population afghane, que ce soit dans la ville de Kandahar, dans les villages, dans le stade de soccer, au pont-jetée en construction, ou à d'autres ponts ou à des puits. L'équipe de reconstruction provinciale met l'accent sur cette approche gouvernementale et le mot le plus important dans les termes « équipe de reconstruction provinciale » est « reconstruction. »

Ils sont sur place, ils voient tous ces projets mis en place chaque jour, que ce soit la livraison de fauteuils roulants, l'aide fournie pour reconstruire des écoles, pour réparer les canaux, pour aider à remettre en fonction le système d'éégout ou amener l'électricité du barrage Kajaki. Voilà ce qu'ils voient quotidiennement.

Ils voient le programme d'immunisation pour les enfants. Ils voient le nombre de filles qui retournent à l'école. Ils voient une course Terry Fox qui s'est déroulée sous un autre nom dans la ville de Kandahar l'année dernière; 10 000 personnes y ont participé. Il y avait en fait des jeunes hommes en shorts et en T-shirts, du jamais vu dans cette région du pays.

Ces soldats sont en fait nos meilleurs porte-parole lorsqu'ils sortent, car ils voient tout cela de leurs propres yeux. Comme vous l'avez dit, ils rentrent au pays et ils sont tout à fait disposés à retourner là-bas et à mettre leur vie en danger pour représenter notre pays car il s'agit là pour eux d'une cause importante et louable, et ils constatent que des progrès sont accomplis.

Je dirais que nos meilleurs porte-parole sont ces soldats, ces caporaux et ces caporaux-chefs qui accomplissent là-bas quelque chose de concret tous les jours. Lorsqu'on leur pose la question, leur réponse est presque unanime: ils peuvent voir la différence qu'ils font sur le terrain.

• (1155)

**Mme Cheryl Gallant:** Merci.

**Le président:** Monsieur Hawn, vous avez deux minutes.

**M. Laurie Hawn (Edmonton-Centre, PCC):** Je voudrais tout simplement faire quelques petites observations.

Tout d'abord, en réponse à M. Bachand, le grand public n'est pas derrière cette caméra, de sorte que la quantité d'information qui peut être diffusée est limitée.

Le général a dit que le rapport Senlis était important. Il n'a pas dit que c'est un bon rapport. La crédibilité du Senlis Council n'est pas universellement acceptée.

Je m'adresse maintenant au général. Manifestement, il y a de nombreux défis à relever là-bas. Ceux qui y sont allés récemment sont tous d'accord pour dire que la situation s'est améliorée par rapport à il y a cinq ans. Certaines personnes ont tendance à considérer que tous les rapports qui contiennent de bonnes nouvelles ont été automatiquement rédigés par des gens qui étaient trop optimistes, ou que tout rapport qui contient quelque chose de mauvais représente automatiquement la vérité, ce qui est très malheureux et très injuste.

J'aimerais vous demander cependant ce qui suit: étant donné tous les défis que nous avons à relever — et nous avons maintenant de nombreux défis à relever avec la PNA, l'ANA, les talibans, évidemment, et tout ce qui leur est relié — quelle attitude philosophique adoptons-nous pour relever ces défis? Je veux parler de l'attitude de nos soldats. Cheryl y a fait allusion dans sa question, mais à des niveaux plus élevés, quelle est l'attitude à votre avis au sein des Forces canadiennes? Pour avoir travaillé dans le théâtre des opérations avec tous ces soldats, quelle est leur attitude face à ces défis et à ce qui s'en vient?

**Bgén P. Atkinson:** Du simple soldat au Chef d'état-major, tous ceux qui sont allés en Afghanistan ont vu l'impact que nous avons sur le terrain. Ils comprennent l'importance de cette mission. Si nous ne réglons pas le problème de l'Afghanistan aujourd'hui, il pourrait se manifester de nouveau dans notre continent comme ce fut le cas le 11 septembre 2001.

Tous ceux qui travaillent avec nous quotidiennement dans le cadre de l'équipe pangouvernementale qu'ils soient employés du ministère des Affaires étrangères, de l'ACDI, de la GRC ou du Service correctionnel du Canada constatent les résultats de notre travail. Nous le voyons chez les locaux et chez les fonctionnaires du ministère afghan. Les agents de notre équipe consultative stratégique à Kaboul qui oeuvrent au renforcement des capacités dans ces ministères reviennent au Canada; ils reviennent et sont affectés dans nos équipes de planification afin que nous puissions prendre ces

choses difficiles qu'ils ont apprises là-bas et les changer. Ils voient les résultats. Nous sommes très positifs par rapport au travail que nous accomplissons là-bas car nous en voyons les résultats.

Nous avons visité l'Afghanistan sept fois au cours des 18 derniers mois. Mon dernier poste était celui de commandant en second du Chef d'état-major. À une époque, nous nous rendions là-bas toutes les six semaines ou tous les deux mois; j'allais là-bas et je pouvais constater des différences tangibles. En y étant tout le temps, on pense que les choses ne changent pas rapidement, mais lorsqu'on y retourne périodiquement, on constate que des changements ont eu lieu. Les progrès accomplis sur le terrain sont incroyables.

Lors de ma première visite dans la région de Zhari-Panjwai, il y a 18 mois, il n'y avait rien. Les villages étaient vides. Il n'y avait pas de lumière. Aujourd'hui, 30 000 à 40 000 personnes y vivent. Les marchés sont ouverts. Il y a de l'électricité. La route est asphaltée. On y fait du commerce. Les agriculteurs sont retournés dans leurs vignobles. Et tous les champs sont irrigués. Il y a tout simplement une résurgence de la population.

Ceux qui s'étaient réfugiés ailleurs sont revenus et sont la preuve que la situation s'est améliorée; cela, nos soldats le constatent et à leur tour ils sont encouragés et savent que leurs efforts ne sont pas vains.

**Le président:** Merci, monsieur.

Je voudrais poser une question, pour me rafraîchir la mémoire: Combien d'Afghans compte un kandak?

**Bgén P. Atkinson:** Cela peut varier, mais je dirais que 600 est habituellement la règle. Il peut y en avoir entre 400 et 800, mais environ 600, selon là où ils se trouvent.

**Le président:** Merci, monsieur. Nous vous remercions de votre temps.

Nous allons suspendre la séance pour quelques minutes avant de poursuivre à huis clos.

Merci.

[La séance se poursuit à huis clos.]

---





**Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes**

**Published under the authority of the Speaker of the House of Commons**

**Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :**

**Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:**

**<http://www.parl.gc.ca>**

---

**Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.**

**The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.**